



Lancement et suivi de programmes concrets de développement

44, rue de la Paroisse
78000 VERSAILLES-FRANCE
Tél. 01.39.02.38.59
Fax 01.39.53.11.28
e-mail : interaide@interaide.org
www.interaide.org

Termes de référence pour la réalisation d'une évaluation externe

Titre du projet : "Améliorer l'autonomie et la résilience des familles rurales de 5 districts sensibles du sud de l'Ethiopie"

Coordonnées de la personne référente :

François Bourgois

Email: francois.bourgois@interaide.org

Tel: 01.39.02.38.59

Date de rédaction du présent dossier: 21 octobre 2020

1. Introduction

Ce document présente les termes de référence pour une évaluation spécifique dans le cadre d'un projet mené avec l'appui de l'AFD pour lequel une évaluation finale a été prévue.

Au cours des 3 dernières années, correspondant à la période de mise en œuvre de ce projet, plusieurs missions d'évaluation ont été conduites dans le cadre d'actions similaires menées dans les districts adjacents :

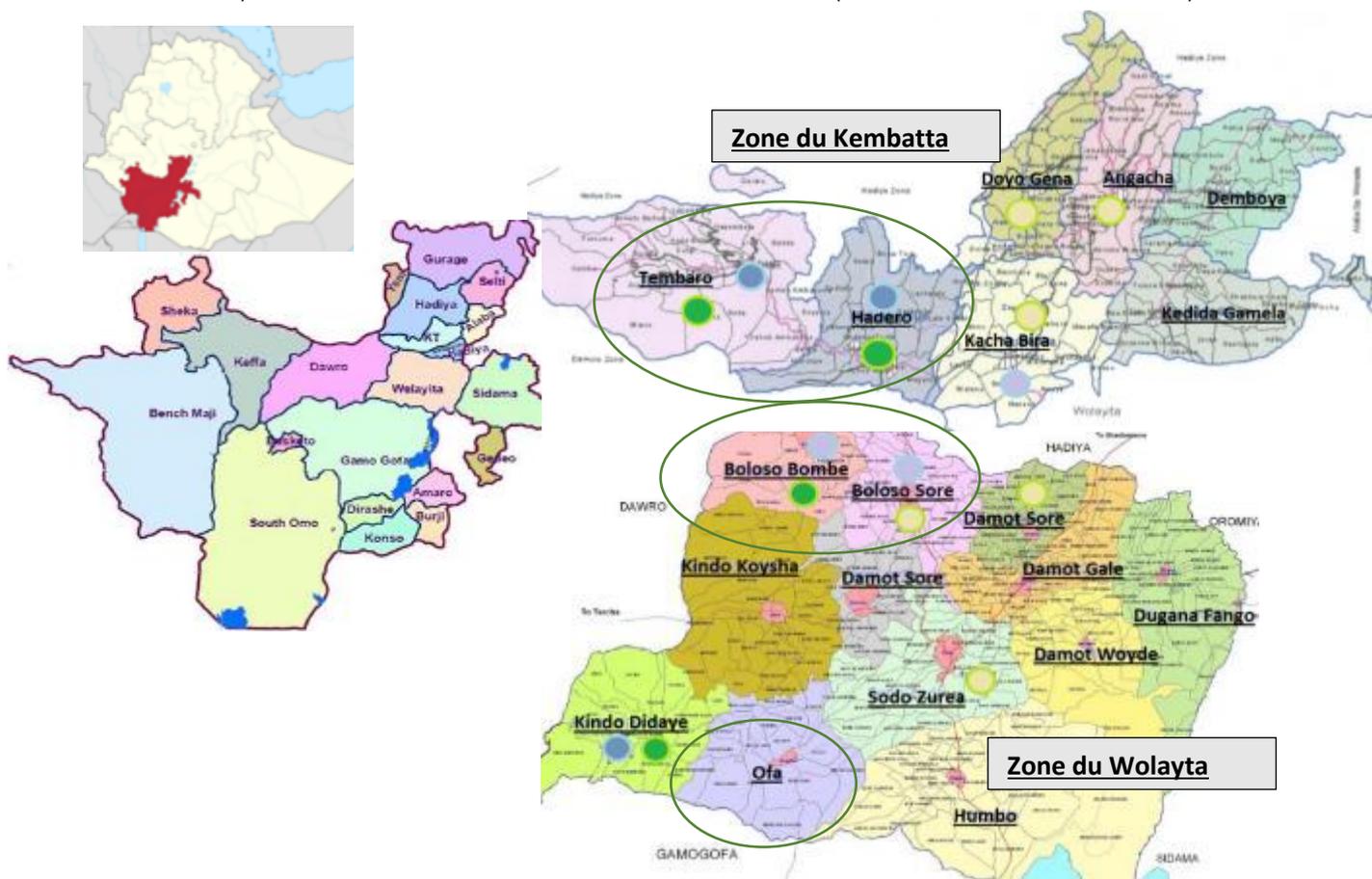
- Au niveau des actions d'appui aux agricultures familiales, un processus d'évaluation continue a été mené avec l'appui du bureau d'évaluation externe Téro entre octobre 2016 et novembre 2019. Celui-ci a intégré 4 missions d'évaluateurs externes en Ethiopie, portant essentiellement sur l'analyse des effets des actions agricoles et sur l'efficacité des stratégies de diffusion et de mise à l'échelle
- Un travail de mesures des effets et de documentation visant à alimenter une évaluation portant sur les actions spécifiques mises en œuvre pour aider les familles en situation de très forte précarité.
- Concernant le volet eau-hygiène-assainissement et maintenance, une mission d'évaluation externe portant essentiellement sur la pertinence des stratégies pour développer les services de maintenance des points d'eau sur une base territoriale a été établie. Celle-ci devait être conduite au cours du premier semestre 2020 par un consortium de bureaux d'évaluation (Esa consultance et Pure environnement), mais la mission a dû être reportée à cause de la crise sanitaire et devrait dès lors avoir lieu en janvier 2021.

Compte-tenu de ces processus d'évaluation, il a donc été décidé, en accord avec l'AFD, de concevoir une évaluation aux contours spécifiques, ciblée sur des thématiques pour lesquelles un regard externe nous apparaît nécessaire. Dans ce sens, deux focales principales et complémentaires ont été retenues :

- Le partenariat avec RCBDIA et plus particulièrement sa capacité à mettre en œuvre ces projets d'appui aux agricultures familiales dans les zones de midlands, ainsi que la pertinence des appuis apportés par Inter Aide pour renforcer ce partenaire et accroître son autonomie.
- La pertinence de la stratégie mise en œuvre dans les projets d'appui aux agricultures familiales dans les zones de moyenne altitude, au regard des résultats obtenus et des enseignements retirés dans le cadre du précédent projet

2. Zone géographique concernée

Les interventions concernées par cette évaluation se situent dans la zone du Wolayta (districts de l'Ofa, de Boloso Sore et de Sodo Zurea) ainsi les terres basses de la zone du Kembata-Tembaro (districts d'Hadero et de Tembaro).



3. Présentation des principaux axes du projet concerné

Notons tout d'abord que L'évaluation concernera essentiellement les zones ciblées par le volet « agriculture » du projet concerné. La partie ci-dessous reprend les principaux éléments du projet :

Rappel du profil général du projet.

Le sud de l'Ethiopie est confronté à des aléas climatiques qui viennent aggraver une situation déjà très fragile. Face à ces défis alimentaires, environnementaux et climatiques, le projet concerné avait pour objectif d'améliorer la résilience des familles paysannes et de les aider à s'adapter rapidement: par la diffusion de solutions éprouvées alliant conservation des sols et de la fertilité, développement de la biomasse, et diversification des productions agricoles; et par une amélioration de l'accès à l'eau, de l'assainissement et des services de maintenance.

Les objectifs du projet

Pour y répondre, le projet a été organisé autour de 2 objectifs et axes d'intervention dont les principaux résultats attendus sont repris ci-dessous :

1. Un axe portant sur l'amélioration et la diversification des productions agricoles, où il s'agissait essentiellement de diffuser des pratiques éprouvées (conservation des sols, diversification des productions agricoles et développement des ressources fourragères), de poursuivre la recherche de solutions innovantes, et d'améliorer la situation de familles en situation d'extrême précarité. Les principaux résultats attendus pour cet axe étaient les suivants :

- 3 500 familles (soit 21 000 personnes) directement appuyées par le projet restaurent leurs capacités productives (semences et matériel végétal) et améliorent leur résilience au changement climatique.
- l'implication des agents du MoA sur la diffusion des solutions permet d'induire une dynamique au sein de l'ensemble des bassins-versants des districts ciblés et de toucher indirectement plus de familles.
- des pratiques concluantes contribuant à diversifier les productions, préserver le milieu et accroître la résilience des familles sont validées, documentées et diffusées.
- 300 familles en situation d'extrême précarité (1 800 personnes) améliorent et diversifient les productions de leur ferme.

2. Un axe visant à améliorer l'accès des familles à de l'eau potable pour la consommation du ménage et pour le bétail, à l'assainissement et aux services de maintenance, non concerné par cette évaluation.

Les principaux bénéficiaires du projet étaient les familles rurales en situation précaire, et donc les plus exposées à l'insécurité alimentaire et au changement climatique (surface ferme < 0,5 ha, consommation en eau < 5l/jour/capita). Dans son ensemble, le projet visait à améliorer la résilience de 140 000 personnes.

Partenariat : le projet a été mené en partenariat avec l'organisation éthiopienne RCBDIA, ainsi qu'avec les Bureaux de l'Eau et de l'Agriculture des districts et de la Région Sud; les Autorités Locales (Woreda Council) et les organisations communautaires (Associations et Fédérations d'Usagers, groupes traditionnels paysans "Iddirs").

Localisation : le projet ciblait 5 districts de la région sud (SNNPRS) situés au sein de 3 zones administratives (Wolayta, Kembatta et Gamo Gofa) : Kucha (eau uniquement), Kindo Didaye, Hadero, Tembaro et Ofa.

4. Questions évaluatives

a. Partenariat avec RCBDIA (1ère question évaluative)

Eclairages sur les points d'attention de l'analyse attendue.

➡ **Historiquement, Inter Aide travaille de concert avec RCBDIA** en milieu rural depuis 2006, et ce dans 2 domaines : l'accès à l'eau et l'agriculture. Dans le cadre de ce projet, le partenariat n'a concerné que les actions agricoles. Avec le temps, RCBDIA a progressivement développé, au contact des paysans, des Iddirs et des experts du Ministère de l'Agriculture, des savoir-faire spécifiques et adaptés qui ont nourri la palette de réponses apportées aux familles. RCBDIA a notamment développé une méthode d'appui aux structures traditionnelles « Iddirs » pour la restauration et la valorisation de terres communales extrêmement dégradées. En s'appuyant sur une directive régionale, RCBDIA a permis à certains Iddirs de récupérer l'usufruit de ces terres communales, en l'échange d'un travail de réhabilitation entrepris par leurs membres. RCBDIA a également réussi à susciter un intérêt croissant des acteurs locaux (Iddirs et

agents du Ministère de l'Agriculture) permettant ainsi de toucher un nombre important d'agriculteurs dans la zone du Wolayta, avec une équipe relativement réduite.

Parmi les stratégies de renforcement du partenaire RCBDIA poursuivies par Inter Aide, citons notamment visites et évaluations croisées, échanges et appuis techniques, conseil organisationnel. Dans ce sens, ce projet devait contribuer à renforcer la capacité de RCBDIA à élargir son périmètre géographique d'intervention et favoriser la diffusion de solutions dans des zones fragiles du sud éthiopien (notamment par des extensions dans le nouveau district sensible et extrêmement peuplé du Kindo Didaye, où les besoins en termes de lutte antiérosive et d'amélioration de la résilience des familles paysannes sont colossaux).

➡ **La situation de RCBDIA** a été particulièrement mouvementée au cours de la dernière période. Après l'échec du recrutement en mai 2017 d'un chargé des partenariats au niveau national pour nouer un dialogue entre les institutions et partenaires potentiels de RCBDIA, et dont la mission était d'appuyer la gouvernance et l'autonomie de RCBDIA, le domaine organisationnel est resté l'objet d'un soutien d'Inter Aide. En effet, la gouvernance de l'association a présenté des signes de faiblesse au cours de la période récente, avec l'apparition d'une situation conflictuelle au sein même du Conseil d'Administration et entre le CA et la Direction de l'OSC. En 2019, un renouvellement du CA a été réalisé, ce qui a permis l'arrivée de membres historiquement liés à RCBDIA, et qui a fortement accru la légitimité du CA ainsi que sa perception des enjeux opérationnels.

➡ **Cette crise de gouvernance a amené à retarder l'implication de RCBDIA** dans la gestion des activités prévues sur le district du Kindo Didaye, zone particulièrement reculée et isolée, ce qui aurait augmenté les contraintes opérationnelles dans un moment délicat pour la structure. Cette décision a été longuement débattue avec le CA. Il apparaissait préférable de permettre à RCBDIA de se concentrer sur les 2 sites d'action ciblés dans le cadre d'une convention de programme (Bolosore et Sodo Zurea), plus accessibles et où RCBDIA commençait à développer des références en termes de réhabilitation de terres communales. Elle était également fondée sur une autre problématique résiduelle de l'organisation qui est celle de la capacité du directeur d'alors à conduire les changements nécessaires, ce qui aurait nécessité un leadership plus affirmé, une gestion humaine plus proche du terrain, une évaluation sans tabou des résultats, une vision et une mission clarifiées, une communication ouverte, une plus grande proactivité dans la recherche de fonds.

Ce manque de leadership combiné à une période de faible gouvernance du CA a graduellement entraîné une érosion des résultats sur les projets, tant au niveau des activités d'accès à l'eau qu'agricoles. Les visites réalisées par les responsables de secteur du siège d'Inter Aide ainsi que certaines missions d'appui (stage d'un expatrié sur l'activité de réhabilitation des terres communales ; mission d'appui plus poussée du siège) convergeaient sur le constat d'une démotivation et démobilitation de l'équipe terrain, d'une appropriation décroissante des enjeux des projets et d'une baisse de la qualité des réalisations.

➡ **En accord avec le nouveau CA, un accompagnement par un chargé d'appui externe expatrié dans le cadre d'une nouvelle convention a été mis en place en février 2020.** Celui-ci visait d'une part à rendre la gouvernance plus apte à s'inscrire dans ce renouvellement, par la mise en place de mesures visant à remédier à la situation : organisation de revues trimestrielles conjointes avec les équipes d'Inter Aide, mises en place de formations communes, appui à l'exécutif pour évaluer les performances des membres de l'équipe technique, clarification de leur description de poste.... D'autre part, il s'agissait également de revoir les méthodes d'intervention sur le volet agricole, les outils de planification et de suivi, de faire un diagnostic complet de l'ensemble des sites et de clarifier les objectifs et les priorités d'intervention, et surtout de renforcer les capacités techniques et organisationnelles de l'équipe ...

➡ **La mise en place de cette assistance technique coïncidait également à la nomination en début d'année 2020 d'un nouveau directeur** issu du groupe de fondateurs de l'organisation et accompagnant de la première heure de RCBDIA. Son diagnostic organisationnel, précis, documenté et sans concession, a été présenté lors d'une réunion en mars. En outre, l'étendue de son réseau, ses qualités de leadership et de gestionnaire et sa communication ont permis de transformer le paysage : l'horizon opérationnel est plus clair, la relation entre le CA et la direction est fluide, les objectifs convergent, l'ancien directeur a d'abord retrouvé une position de responsable projet au sein de l'OSC, puis ensuite à décider de quitter l'organisation.

Après une période de remise à plat ayant conduit à la décision de se séparer de certains staffs, l'arrivée de ce nouveau directeur de formation ingénieur hydraulique, a eu un effet salubre sur l'implication des équipes de réalisation et une injection de compétences supplémentaires est à l'ordre du jour.

Question portant sur le partenaire RCBDIA

Nous souhaiterions que la mission d'évaluation puisse se pencher sur les points suivants :

1. L'établissement d'un diagnostic portant sur les fondamentaux organisationnels de RCBDIA aujourd'hui : gouvernance, capacités opérationnelles (compétences et ressources disponibles versus compétences et ressources souhaitées), gestion associative et financière... Il s'agira, au regard des changements structurels intervenus au cours de la dernière période au sein de RCBDIA, de dresser un diagnostic situationnel afin de mettre en avant les points forts et les points nécessitant une attention particulière.

2. Les orientations stratégiques de RCBDIA dans le domaine agricole. Concernant les activités agricoles, les partenaires se sont engagés dans une réflexion concernant le partage des zones d'intervention ainsi que les stratégies qui y sont mises en œuvre. L'option qui a été retenue est de confier à RCBDIA la conduite des actions sur les zones de midlands, alors qu'Inter Aide se focaliserait sur les zones de highland. Dans ce sens, RCBDIA poursuivrait ainsi le développement de ses actions dans les districts de Boloso Sore et de Sodo Zurea, et reprendrait également les activités actuellement menées par Inter Aide dans le district voisin de l'Ofa, qui présente de fortes similarités environnementales et sociales et qui est également relativement facile d'accès. Le district du Kindo Didaye, où les besoins sont importants mais les conditions d'accessibilité et d'intervention particulièrement complexes, resterait sous la responsabilité d'Inter Aide.

Cette répartition offre l'avantage d'une complémentarité des actions des 2 partenaires, avec le développement de savoir-faire adaptés à chacune des agro-écologies, permettant d'optimiser les effets pour les familles d'agriculteurs des zones rurales montagneuses ciblées du sud (midlands et highlands). Elle devrait aussi contribuer à RCBDIA de se forger une identité et une expertise spécifique, sur un territoire où le potentiel d'extension et de mise à l'échelle est important au regard des besoins des familles paysannes des midlands et de l'intérêt des autorités et institutions locales.

Par rapport à ces orientations, nous souhaiterions avoir un éclairage externe sur les questions suivantes : **Y-a-t-il, dans l'opinion de la mission d'évaluation, des réserves ou des points d'attention à souligner concernant la capacité actuelle de RCBDIA de reprendre à son compte une stratégie d'intervention centrée sur les midlands ? Cette répartition apparaît-elle pertinente et réaliste ?**

3. Le cadre de partenariat entre RCBDIA et Inter Aide et les besoins en termes de renforcement de compétences. Sur base du diagnostic situationnel, et des orientations envisagées dans le domaine agricole, il est demandé à l'évaluation de jouer un rôle de facilitateur, par le biais d'un atelier de travail avec les deux partenaires, visant à mieux définir et formuler les orientations d'appui de l'OSC envers le partenaire, les priorités et les moyens nécessaires.

Ce travail devra déboucher sur l'élaboration d'une feuille de route et d'un calendrier qui pourront ensuite être formalisés dans un contrat cadre. Le diagnostic initial servira de référence pour évaluer les avancées en matière de capacités et d'autonomie organisationnelle.

2. Stratégie des actions agricoles dans les midlands (2ème question évaluative)

1. Sur les activités de diversification

Dans les zones de midlands, l'enjeu est tout d'abord de poursuivre la diffusion d'un modèle centré, comme dans les highlands, sur la conservation des sols couplée avec la mise en place de variétés de fourrage productives. La logique poursuivie étant celle d'une protection des bassins-versants, elle nécessite la participation de toutes les familles d'agriculteurs et donc une coordination des engagements opérationnels par une mobilisation des structures locales. La pertinence de ce modèle à améliorer la résilience des familles dans le contexte montagneux, tant par la génération de liquidités et l'amélioration des performances du bétail que par la récupération de terres abandonnées, a été largement démontrée, que ce soit dans les midlands ou des highlands (nous proposons dès lors que l'évaluation ne porte pas sur cette composante).

Cependant, au regard des spécificités des midlands et notamment du fait d'une exposition plus forte des populations locales aux aléas climatiques et d'un nombre de familles en situation d'extrême précarité plus important que dans les hautes terres, il apparaît nécessaire d'étoffer ce modèle afin de permettre aux micro-producteurs de diversifier leurs productions alimentaires et les sources de revenus tirés de leur exploitation, et d'accroître leur résistance aux aléas.

Dans ce sens, RCB DIA a élaboré et mis en place de manière pilote, dans des zones où les terres ont été protégées (c'est-à-dire là où des structures antiérosives végétalisées sont installées), le développement de vergers productifs autour du café, en optimisant les productions étagées : fruitiers, arbres à usages multiples (fertilité, bois de chauffe et d'œuvre, fourrage), légumineuses rampantes (fourrage, alimentation, fertilité), haie fourragère et fertilisante... Cette activité pilote s'appuie notamment sur des expériences concluantes antérieures d'introduction d'arbres fruitiers basses-tiges (manguiers et avocats) greffés par des paysans pairs formés à cet effet au sein des communautés. La productivité de ces fruitiers s'est en effet avérée très intéressante en termes de précocité et de qualité des productions. En outre, afin de diversifier les solutions d'agroforesterie, RCB DIA prévoit de conduire au cours du premier semestre 2021, une étude plus spécifique sur les essences d'arbres locales pouvant être associées aux productions caféières.

Il est demandé à la mission d'évaluation de fournir un avis documenté sur (i) la pertinence intrinsèque de cette activité telle qu'elle a pu être ébauchée ainsi qu'une estimation de ses effets attendus, (ii) sur l'approche mise en place et les conditions de possibilité d'une telle approche afin qu'elle s'avère fructueuse : en d'autres termes quels sont les éléments clés à respecter et/ou à réunir pour renforcer les chances de succès ? (iii) sur la manière enfin de suivre et d'évaluer les effets de cette activité pilote afin de prendre les décisions stratégiques adéquates : quel(s) facteur(s) ou variable(s) doivent être inclus au protocole de suivi afin de renforcer le pilotage de l'action ?

Pour apporter ce regard, il apparaît nécessaire de prévoir dans le cadre de cette évaluation des visites dans les communautés qui ont été concernées par le projet et particulièrement les districts d'Hadero et de Tembaro situés dans la zone du Kembata.

2. Sur l'appui aux structures locales Iddirs pour la restauration et la valorisation des terres communales qui sont extrêmement dégradées

Dans les terres de moyenne altitude, RCB DIA a également développé des appuis spécifiques aux structures traditionnelles Iddirs pour la réhabilitation de terres communales dégradées et non gérées. On rappelle que les Iddirs sont des organisations d'entraide quasi-omniprésentes en Ethiopie, qui ont pour fonction de répondre à un certain nombre d'urgences sociales, notamment les funérailles, par des soutiens financiers ou en nature en échange d'une adhésion de chaque membre fondée sur des cotisations régulières.

Ces terres communales représentent sur certains territoires une surface cumulée non négligeable (alors que l'accès au foncier constitue une contrainte majeure dans ces zones fortement anthropisées). L'objectif est avant tout de limiter les risques d'aggravation des phénomènes érosifs et leur prise en compte apparaît nécessaire, en parallèle de la protection des exploitations individuelles, pour permettre une préservation de l'ensemble des terres du (micro) bassin-versant. L'idée est également d'offrir la possibilité, à terme, de restaurer des usages productifs (fourrage et bois essentiellement) afin de générer des sources de revenus potentiels. Des actions spécifiques sont entreprises aujourd'hui avec les Iddirs pour permettre une gestion appropriée de ces communs qui ne sont aujourd'hui inclus dans aucun modèle de gestion. Il est cependant difficile de prédire si ces structures sociales auront la capacité organisationnelle d'assurer une gestion adaptée de ces espaces collectifs afin de les préserver et d'en exploiter les éventuels bénéfices sur le plus long terme.

Nous attendons de la mission d'évaluation qu'elle porte un regard extérieur critique sur les approches envisagées pour la gestion de ces communs. Il s'agit à la fois (i) de fournir une analyse détaillée de la pertinence de la stratégie en cours d'expérimentation basée sur une évaluation des investissements réalisés et des données produites (ii) de juger de la faisabilité de concevoir un modèle opérationnel robuste (c'est-à-dire qui garderait sa validité lorsque les conditions d'application ne seraient que partiellement remplies) (iii) de proposer enfin un appui à l'organisation RCB DIA afin qu'elle mette en place une méthodologie de mise en œuvre sur ce volet.

3. Sur la prise en compte des familles très pauvres. Une dernière réflexion, davantage portée par Inter Aide, concerne la prise en compte des familles en situation de forte précarité. Des expériences menées dans le cadre de précédents projets dans des zones de moyennes altitudes montraient que, pour certaines familles, il était possible, au prix d'une approche ciblée, d'amener des changements significatifs permettant de sortir ces familles de leur situation d'extrême précarité (1/3 des familles amélioreraient durablement leur statut, 1/3 voyaient leur situation progresser mais dans une

mesure insuffisante pour permettre d'absorber un nouveau choc potentiel, et 1/3 n'enregistraient pas de progrès significatif).

Inter Aide et RCBDIA étudient la possibilité de mieux prendre en compte les besoins spécifiques de ces familles à travers les actions de conservation des sols et d'intégration de fourrage, voire par le biais de certaines activités de diversification. L'idée n'est plus d'en faire une composante à part entière mais de voir s'il est possible, en adaptant les activités en place, de mieux prendre en compte ces familles. Un outil de catégorisation simple des familles a été établi et devrait permettre de les identifier et également de mieux cerner dans quelle mesure les actions mises en place impactent ces familles.

Il est donc demandé à la mission d'évaluation de se pencher sur cette question qui relève de la difficulté à générer des réponses efficaces à la grande pauvreté. Quel regard global porte l'évaluation sur les mesures antérieures mises en œuvre par Inter Aide et RCBDIA dans l'objectif de dégager des modes d'action à même de renforcer la résilience des familles rurales très pauvres ? Parmi ces mesures, quels sont les éléments qui pourraient être conservés dans le cadre d'une approche adaptée à la grande pauvreté et intégrés au sein d'une approche généraliste ? Quelle est l'opinion de l'évaluation sur les outils de catégorisation et de mesure d'impact définis au sein du projet ?

5. Profil recherché et critères de sélection

Etant donné les spécificités de la démarche, le profil recherché devra allier connaissances fines des problématiques de développement agricoles en région tropicale et accompagnement d'OSC du sud.

Il est donc fait appel à des profils disposant d'une expérience et d'une expertise confirmée en :

- évaluation de projets de développement rural
- évaluation de dispositifs de conseil agricole dans les pays du Sud
- structuration et renforcement d'ONG de développement
- accompagnement, formation et renforcement de capacité d'acteurs du développement agricoles

Par ailleurs, la personne devra faire état d'une bonne connaissance et d'une certaine expérience opérationnelle sur les thématiques agricoles, notamment agroforesterie, agro-écologie et protection de l'environnement.

Enfin, Inter Aide privilégiera une personne disposant d'expériences préalables et d'une connaissance du contexte éthiopien. Un **excellent niveau d'anglais** constitue un prérequis (langue de travail).

Le choix se fera sur la base d'un appel d'offre restreint.

Les propositions des consultants intéressés par la présente évaluation devront inclure :

- Une proposition présentant la compréhension des termes de références, des enjeux de l'évaluation ainsi que la méthode d'évaluation proposée (10 pages maximum);
- Une proposition financière, détaillant le nombre homme/jour de travail envisagé en France avec le siège et sur le terrain;
- Le CV de l'évaluateur (formation, expertises et expériences tant dans les champs couverts par le projet que dans ce type d'action), attestant de son niveau d'expérience et d'expertise sur les points requis pour la prestation;
- Des références.

Les critères d'analyse et d'évaluation des offres seront les suivants :

- Expérience des consultants, connaissance des contextes, maîtrise de l'anglais et expertise sectorielle dans les thématiques requises (35%)
- Compréhension des termes de référence et des enjeux de la commande (45%)
 - Compréhension globale des TDR et des enjeux (15%)
 - Qualité et pertinence de la méthode d'évaluation proposée dans son ensemble (15%)
 - Modalités d'accompagnement et de renforcement des capacités des parties prenantes (20%)
- Temps et services d'accompagnement et d'évaluation (HJ) proposés au regard du budget (20%)

6. Approche méthodologique indicative

L'évaluation s'appuiera sur les études et diagnostics agraires déjà réalisés ainsi que sur les comptes-rendus liés au projet, des rapports de mission internes, des bases de données disponibles, des documents de capitalisation et globalement, de tout le système de documentation édifié dans le cadre informatif du projet.

D'autre part, elle s'articulera autour des entretiens menés auprès des différents acteurs liés au projet, que ce soit au niveau d'Inter Aide (chefs de secteur, responsables de projet, assistants, coordinateurs, équipes de terrain), du partenaire local (RCBDIA), des bénéficiaires eux-mêmes et des autres acteurs sectoriels (essentiellement représentants du Ministère de l'Agriculture).

Enfin, elle s'enrichira des éléments d'observation et d'analyse retirés des missions effectuées sur le terrain et d'échanges avec les acteurs intervenant dans le secteur de l'agriculture familiale en Ethiopie.

7. Livrables attendus

Les produits attendus dans le cadre de cette évaluation **seront rédigés en anglais** et sont les suivants:

- Une **réunion de cadrage et des échanges** auront lieu avant le départ au siège de l'organisation à Versailles et sur le terrain. Ils permettront de discuter les objectifs et d'avoir un premier regard de (ou des) l'évaluateur(s) suite à la lecture de la base documentaire. Sur la base de cette discussion il est demandé à l'évaluateur de rédiger une **note de cadrage** synthétisant les principaux points de discussion et la méthodologie proposée, en intégrant les principales recommandations formulées lors de la réunion.
- Une note d'étape très synthétique des principaux constats à chaud fera l'objet d'une première **restitution** sur le terrain et permettra de discuter et échanger sur les constats et propositions de recommandation avec les parties prenantes.
- Un **rapport provisoire**, sera remis à Inter Aide et permettra d'échanger sur son contenu et de préparer la restitution en France.
- Une **présentation** (type power point) sera élaborée dans le but d'effectuer l'atelier de restitution et de partage en France.
- Un **rapport final (30 pages maximum pour la partie principale)** faisant suite aux remarques d'Inter Aide sera produit. Les droits moraux et patrimoniaux du travail remis par les consultants appartiendront à Inter Aide. Une synthèse de 4-5 pages en français, des éléments clés de l'évaluation sera également produite.

Une version électronique des documents sera systématiquement jointe aux versions papier.

8. Budget prévu pour l'évaluation

Le budget pour cette évaluation est fixé à un montant total maximum de 24.000 € TTC.

La TVA est payable dans le pays où le prestataire est établi; s'il y est assujetti, il doit facturer Inter Aide avec la TVA en faisant apparaître le montant HT et le montant TTC.

Le budget inclura les honoraires, les per diem (pour l'hébergement et la nourriture), les déplacements (internationaux et en France) et les frais divers (interprète, restitution/reproduction/diffusion, transports locaux : chauffeur, carburant).

Le devis du prestataire comportera donc deux parties :

- 1- **les honoraires**, faisant apparaître la TVA le cas échéant ;
- 2- **une demande de remboursement de frais**, sur présentation de justificatifs.

Les équipes d'Inter Aide assureront, dans la mesure du possible, l'organisation logistique locale liée au bon déroulement de l'évaluation (prise de rendez-vous, réservations de l'hébergement, facilitation et réservation des transports locaux le cas échéant...).

9. Calendrier prévisionnel

Le calendrier indicatif et prévisionnel de l'évaluation est le suivant :

2 novembre 2020	Publication de l'appel d'offre
23 novembre 2020	Clôture de la réception des offres
25 novembre 2020	Sélection et communication des résultats
30 novembre 2020	Réunion de cadrage et précisions sur les éléments préalables attendus pour la réalisation de l'évaluation
Entre décembre 2020 et mi-janvier 2021	Réalisation de l'évaluation sur le terrain et Restitution en Ethiopie
Fin janvier 2021	Remise du rapport provisoire, restitution au siège d'Inter Aide, remise du rapport définitif Organisation de l'atelier de restitution en France Remise de la facture finale

10. Note importante :

Etant donné le contexte sanitaire actuel, Inter Aide se réserve le droit de revoir les modalités, le calendrier et les conditions de cet appel, voire d'annuler cette mission d'évaluation

11. Modalités de candidature

Vous pouvez adresser vos propositions pour **le 23 novembre 2020 à 16H au plus tard**, à l'adresse interaide@interaide.org en précisant l'objet « EVAL/ETHIOPIE/AGRO », ainsi qu'une copie aux adresses francois.bourgeois@interaide.org et philippe.redon@interaide.org.